



L'emploi métropolitain L'atout d'un tissu économique diversifié

CHIFFRES-CLÉS

+ 1,8 %

C'est la progression annuelle moyenne de l'emploi salarié privé (UNEDIC) pour l'espace Aix-Marseille-Provence (AMP) entre 1993 et 2010 (contre + 1,2 % en France), soit + 127 230 emplois sur la période

+ 0,2 %

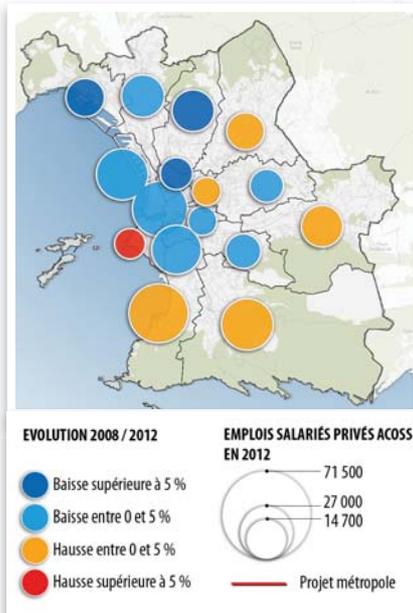
C'est la progression annuelle moyenne de l'emploi salarié privé (ACOSS) pour AMP entre 2008 et 2012 (contre - 0,3 % en France), soit + 3 400 emplois sur ces cinq années malgré la crise

539 700

C'est le nombre d'emplois salariés privés ACOSS dans l'espace métropolitain Aix-Marseille-Provence fin 2012 (6 EPCI)

Il peut paraître banal d'affirmer que la crise économique a freiné une croissance de l'emploi dynamique depuis une quinzaine d'années dans l'espace métropolitain. Mais avec quelle intensité les communes ont-elles été impactées, assiste-t-on à un développement polycentrique de l'emploi et comment se comporte Aix-Marseille-Provence (AMP), territoire de la future métropole, par rapport aux autres grands territoires économiques français ? Il ne faut pas perdre de vue que certains secteurs ou activités économiques ont continué de gagner des emplois au cours de cette période de crise, que certaines communes ont vu leur emploi fortement augmenter et que l'espace métropolitain peut aussi bénéficier dans ce contexte défavorable d'une richesse découlant de la diversité d'activités économiques dont il convient d'intensifier la mise en relation. Ce "Regards" constitue la synthèse du "Tableau de bord sectoriel de la région marseillaise" disponible sur www.agam.org.

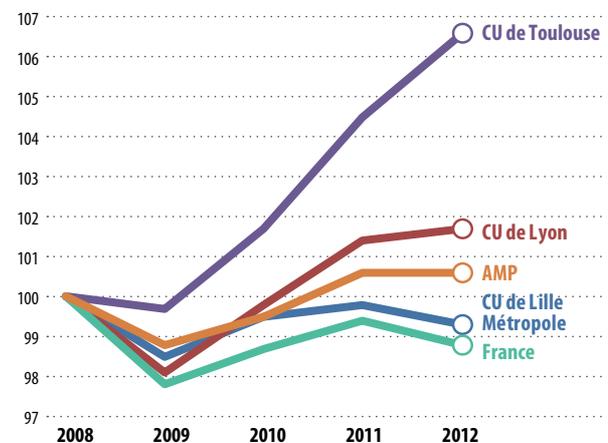
Entre 1993 et 2010, l'espace métropolitain a connu une croissance de l'emploi salarié privé supérieure à celle de la France. Avec un gain annuel de 1,8% d'emplois salariés privés – source UNEDIC – (contre + 1,2% par an France) sur cette période, on observe près de 127 230 emplois supplémentaires (+35% sur la période) dans le territoire de l'AMP. L'emploi a augmenté dans tous les territoires des EPCI de l'espace métropolitain, la CA du Pays d'Aix et la CU Marseille Provence Métropole occupant les premières places en volume, avec respectivement + 53 200 et + 51 500 emplois salariés privés – source UNEDIC - (dont + 36 000 emplois pour Marseille). La palme du dynamisme revient au Pays d'Aix, mais des EPCI comme la CA Salon / Étang-de-Berre / Durance et la CA du Pays d'Aubagne et de l'Étoile ont également connu des rythmes de croissance de l'emploi élevés, respectivement + 3,1 %, + 2,4 % et + 2,1 % par an.



④ VOLUME ET TAUX D'ÉVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ ACOSS SUR LA PÉRIODE 2008-2012 PAR COMMUNE ET ARRONDISSEMENT

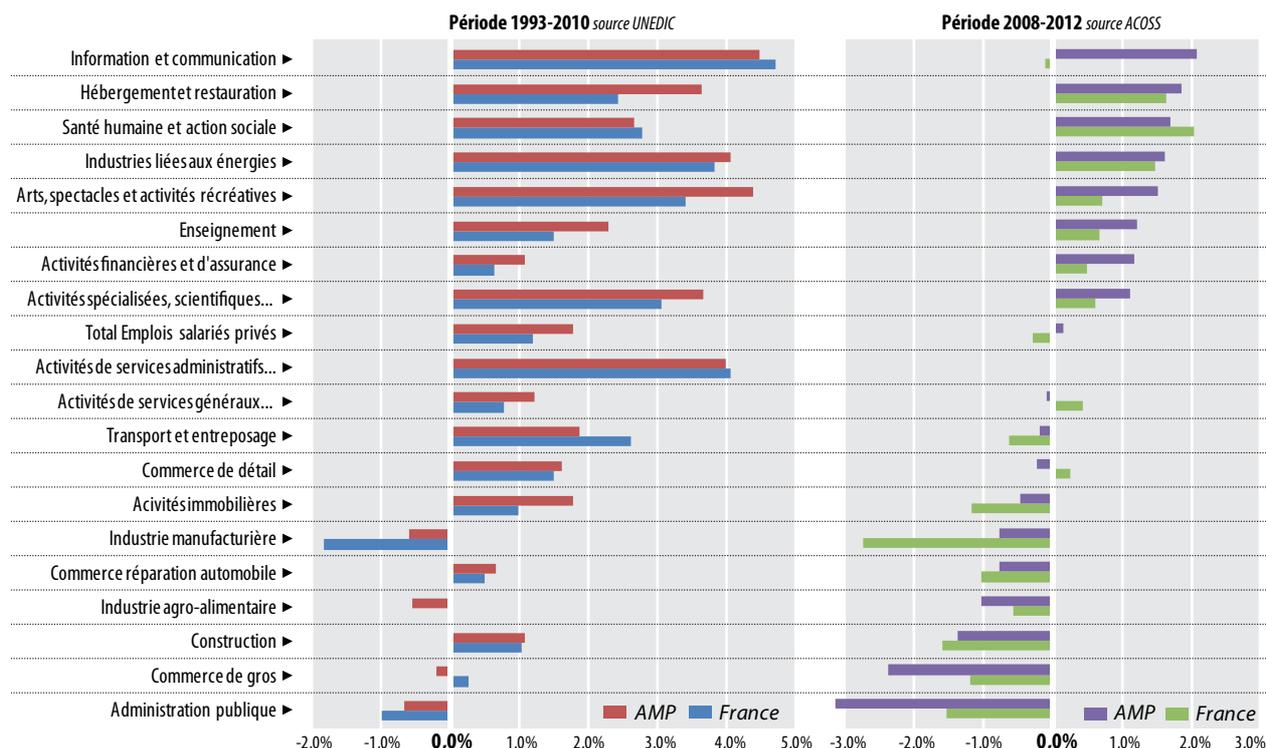
Sur la période récente (à partir de 2008), l'espace métropolitain montre globalement une certaine résistance à la crise économique. Le nombre d'emplois salariés privés – source ACOSS – s'est légèrement accru (+0,2% par an contre -0,3% en France, soit +3 400 emplois sur la période 2008-2012) même si le rythme de progression annuel s'est fortement réduit¹ comparative-ment à la période précédente. Toutefois, des disparités entre les territoires apparaissent, montrant des degrés différents de résistance à la crise. Les EPCI moteurs durant cette période sont la CA du Pays d'Aubagne et de l'Étoile (+0,6% par an), la CA du Pays d'Aix (+0,6%), et le SAN Ouest Provence (+0,5%). En revanche, les CA Salon / Étang-de-Berre / Durance et du Pays de Martigues affichent un repli de l'emploi, respectivement -0,8% et -0,1% par an. La CU Marseille Provence Métropole stabilise quant à elle le nombre d'emplois présents. Les communes de Marignane, La Ciotat, Saint-Victoret, Gémenos et Châteauneuf-les-Martigues compensent la perte d'emplois enregistrée par Marseille (-3 150 emplois en 5 ans) et par d'autres communes de MPM. La perte d'emplois à Marseille a principalement été enregistrée dans les 1^{er}, III^e, XIV^e et XV^e arrondissements, ceux ayant gagné le plus d'emplois étant les VII^e, VIII^e, IX^e, XI^e et XIII^e arrondissements.

En 2012, Marseille concentre 45% de l'emploi salarié privé de l'AMP (54% pour MPM). Entre 1993 et 2010, Marseille a accueilli 28% du gain d'emplois enregistré par l'AMP (40% pour MPM) et n'a pas participé à la croissance entre 2008 et 2012. Même si Marseille pèse lourd dans l'emploi métropolitain, celui-ci se développe sur Aix-en-Provence et sur des pôles d'emploi proches des deux principales communes économiques, poursuivant une dynamique de l'emploi polycentrique.



④ COMPARAISON DE L'ÉVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ ACOSS DE L'AMP ET DES AUTRES GRANDS EPCI FRANÇAIS (base 100 en 2008)

1. La comparaison des rythmes d'évolution entre les deux périodes d'observation est rendue difficile du fait du changement de source de données statistiques. Toutefois, les deux sources semblent suffisamment proches, pour l'ensemble de l'emploi tout ou du moins, pour se permettre de comparer les évolutions d'une période à l'autre.



Ⓢ ÉVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ (taux annuels moyens)

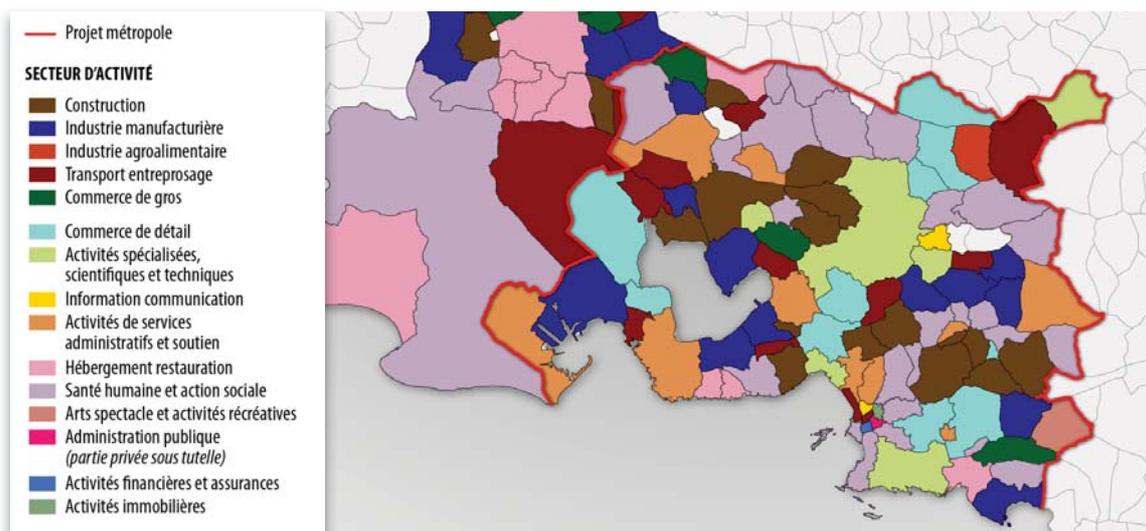
L'évolution de l'emploi dans l'AMP demeure cependant en demi-teinte en comparaison des autres grands territoires économiques français. Tous les grands EPCI étudiés subissent le choc de la crise économique en 2009, Toulouse et Aix-Marseille-Provence de manière plus atténuée. Depuis, Toulouse et Lyon sont nettement plus dynamiques en termes de créations nettes d'emplois. En revanche, Lille et l'ensemble du territoire national, montrent une évolution de l'emploi nettement moins favorable. Au cours de l'année 2012, seule Toulouse poursuit sa lancée, l'évolution de l'emploi étant moins favorable ailleurs.

Au sein même de l'espace métropolitain – hormis Aix-en-Provence et Marseille – certaines communes ont contribué par leur développement de l'emploi à la résistance de l'AMP face à la crise. Parmi les pôles qui ont gagné plus de 500 emplois en 5 ans – source ACOSS –, on retrouve Marignane (matériel de transport-aéronautique, transport aérien, entreposage et production d'énergie), Saint-Paul-lez-Durance (activités scientifiques en lien avec ITER – en particulier la R&D – et collecte/traitement de déchets), La Ciotat (activités scientifiques et techniques, l'informatique, commerce de détail et hébergement-restauration), Vitrolles (activités liées à l'intérim, construction spécialisée, entreposage et services auxiliaires des transports, programmation et conseil informatiques), Aubagne (activités scientifiques et techniques, l'Intérim, la

sécurité, l'action sociale sans hébergement, les industries liées aux énergies et le transport/entreposage). Deux arrondissements de Marseille affichent également des gains d'emplois conséquents : le VIII^e (activités de services administratifs et de soutien, transport/entreposage, la programmation informatique et diffusion et l'action sociale) et le IX^e (activités scientifiques et techniques, l'action sociale, l'enseignement, les industries liées aux énergies et la sécurité).

En fonction de la conjoncture économique (ou des mutations profondes en cours dans le territoire métropolitain) les secteurs d'activité affichent des trajectoires d'évolution de l'emploi variées :

- ainsi, certains secteurs en progression sur la période 1993-2010 continuent leur croissance dans la période récente, même si c'est à un rythme ralenti. Par exemple, le secteur de l'information-communication continue de progresser dans l'espace métropolitain et ce, à l'inverse d'une tendance nationale au repli. L'hébergement-restauration croît également de manière légèrement plus marquée qu'en France. Il en est de même pour l'industrie liée aux énergies, pour les activités artistiques et de loisirs, pour l'enseignement privé, pour les activités scientifiques et techniques et les activités de finance et d'assurance. Le secteur de la santé et de l'action sociale gagne des emplois mais sa



Ⓢ SECTEUR D'ACTIVITÉ LE PLUS PRÉSENT DANS L'EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ ACOSS EN 2012 DANS CHAQUE COMMUNE DE L'AMP

progression est en revanche légèrement en retrait du rythme national ;

- d'autres secteurs d'activité ont subi la crise de plein fouet et affichent un retournement de tendance par rapport à la période précédente. Parmi ceux-ci, les activités de services administratifs et de soutien (dont l'intérim, le nettoyage et la sécurité) qui affichaient une croissance soutenue entre 1993 et 2010 maintiennent tout juste leurs effectifs au cours de la période 2008-2012 – *source ACOSS*. Les services à la personne, le transport-entreposage, le commerce de détail, les activités immobilières, le commerce et réparation automobile et la construction ont subi des pertes d'emplois depuis le début de la crise rompant ainsi avec la croissance de la période précédente ;
- enfin, la crise a eu un effet aggravant pour certains secteurs déjà en difficulté. L'industrie manufacturière, l'industrie agroalimentaire, le commerce de gros ont continué à perdre des emplois sur l'ensemble de l'espace métropolitain, faisant écho à une tendance également observée au niveau national. L'administration publique (activités sous tutelle comme les activités de sécurité sociale, les

caisses de retraite...) connaît la même tendance mais pour des raisons certainement plus budgétaires (départs à la retraite non remplacés, numérisation des tâches...).

La carte ci-dessus des secteurs d'activité prépondérants dans l'emploi de chaque commune montre une réelle diversité au sein de l'espace métropolitain. Par exemple, les IX^e et XVI^e arrondissements de Marseille, Aix-en-Provence, Saint-Paul-lez-Durance, Meyreuil et La Fare-les-Oliviers affichent une spécificité dans les activités scientifiques et techniques. Alors que l'industrie manufacturière est sans surprise surreprésentée à Fos-sur-Mer, Berre-l'Étang (pétrochimie), Maignane (aéronautique), Vitrolles, les communes de la vallée de l'Arc, Gémenos (microélectronique), La Ciotat (réparation navale, emballage) et Lamanon. L'informatique-communication est le secteur caractéristique du III^e arrondissement (Pôle média de la Belle-de-Mai). Une diversité qui renforce le tissu économique en période de crise si on l'observe à l'échelle métropolitaine et dont il convient de renforcer les synergies.

